



# La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Paraît le:  
Mardi  
Jeudi  
Samedi

## **Vous ne dégagez pas VOS RESPONSABILITÉS**



Au moment où le débat parlementaire amène dirigeants socialistes, communistes et cégétistes à capituler devant le Sénat qui aggrave les dispositions déjà odieuses du « Statut du travail », le Bureau confédéral écrit : « la C.G.T. déclare qu'elle dégageait sa responsabilité... »

Non, vous ne le ferez pas, car votre responsabilité est engagée. Vous pouviez faire appel aux travailleurs et il n'aurait pas fallu beaucoup de manifestations pour qu'il n'y ait plus de Sénat. Mais la lutte ainsi engagée, le régime capitaliste tout entier pouvait y passer, et c'est pourquoi vous avez cédé en juin 1936, puis, après, avec la « pause » et l'arbitrage obligatoire, aujourd'hui avec le « statut », et demain vous enverrez les travailleurs au massacre. Votre responsabilité est engagée. Vous ne la dégagez pas.

\*\*

Et maintenant, travailleurs, ne vous laissez pas désorienter. Le programme révolutionnaire, honni par le Front populaire, reprend tout son éclat. Il faut lutter pour conquérir les usines, les champs, les casernes, le pouvoir. Il faut créer des SOVIETS, des Conseils d'entreprises élus démocratiquement par les travailleurs, il faut engager, par ces Soviets, la lutte pour le CONTROLE OUVRIER. Il faut préparer la GREVE GENERALE, recommencer — mais en bien mieux — ce que vous avez fait en juin 1936. C'est ainsi que vous aviez conquis des avantages, c'est ainsi que vous les récupérez, c'est ainsi que vous en conquérez d'autres.

\*\*

Militants révolutionnaires, pour empêcher le désarroi dans les rangs ouvriers, pour rassembler les prolétaires pour le combat, rejoignez le Parti Communiste Internationaliste. La nouvelle vague de mensonges du stalinisme ne donnera pas aux masses « le pain, la paix, la liberté » que le Front populaire avait promis. C'est notre programme, celui de la IV<sup>e</sup> Internationale qui s'imposera à elles.

## *Nouveau procès contre Trotsky et la Révolution d'Octobre*

# Le tour de Staline viendra-t-il ensuite ?

Connaissant le caractère rigoureux des ordres du camarade Trotsky, je suis tellement persuadé, à un degré absolu, de la justesse, de l'opportunité et de la nécessité pour la cause, de l'ordre donné par le camarade Trotsky, que je confirme intégralement cet ordre.

OULIANOV-LÉNINE  
(juillet 1919)

Staline est trop brutal et cédéfaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qui soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc...

Lettre de LÉNINE au Comité Central.  
(4 janvier 1923)

Au moment où ce numéro paraîtra, le nouveau procès de Moscou aura commencé. Entre celui-ci et le procès Piatakov-Radek, il y avait eu l'exécution de Toukhatchevsky et des dirigeants de l'Armée rouge, et il y avait eu l'exécution de Karakhan et de plusieurs diplomates sovié-

ques. Il y avait eu aussi l'intronisation de la « constitution la plus démocratique » et du « Parlement stalinien ».

Après Zinoviev et Kamenev exécutés lors du premier procès, après Tomsky, suicidé à l'époque, cette fois-ci, avec Boukharine et Rykov, c'est, excepté Staline, d'une part, et Trotsky, d'autre part, la fin du Bureau politique de Lénine.

Avec Rakovsky, l'ancien dirigeant de l'Ukraine soviétique et l'ambassadeur chassé de Paris par la réaction des Poincaré et des Tardieu, avec Krestinsky et Rosenholz, deux anciens bolcheviks, c'est, Litvinov excepté, la fin de tout ce qui restait de la diplomatie du temps de la Révolution.

Et, comme figure particulière dans le procès qui s'ouvre, Jagoda, dirigeant du Guépéou, confident de Staline, organisateur du premier procès contre Zinoviev et Kamenev.

Le noyau des « vieux bolcheviks » qui survivra à ce procès — c'est Staline et quelques rares personnages de sa camarilla. Avant que commence le troisième procès, on peut se demander : Staline et les quelques rares « vieux bolcheviks » qui ont fait le lit de la contre-révolution ne vont-ils pas maintenant être emportés par elle ? Combien de Butenko ont grandi dans la bureaucratie soviétique, que plus rien n'arrêtera pour supprimer ce qui reste des conquêtes d'Octobre ?

Car c'est la contre-révolution en marche qui ordonne ces procès, qui exige les exécutions. Les ouvriers de l'Union soviétique subissent tout le régime d'oppression bureaucratique. Ce sont les couches dirigeantes d'aujourd'hui, ces directeurs de trusts, ces hauts fonctionnaires, ces « travailleurs » à plusieurs dizaines de milliers de roubles par mois qui, à l'aide de la police de Jegov, font régner la terreur parmi des travailleurs à cent, deux cents ou trois cents roubles par mois.

(Suite page 4.)



Le titre qu'aucun procès ne peut enlever :  
« CREATEUR DE L'ARMÉE ROUGE ».

Le nouveau procès, ce n'est pas une manifestation de force de Staline, c'est un signe de sa débâcle.

Contre les nouveaux crimes de Staline, diffusez les numéros de « La Commune » ; avec nous, préparez des réunions de quartiers et d'usines.



## Après la prise de Teruel

**T**ERUEL a été repris par les nationalistes. Quel est le sens de cet événement ? En décembre dernier, l'armée républicaine réalisait par surprise une large opération stratégique soigneusement préparée qui, débordant Teruel au nord, lui livrait la place. La victoire était sérieuse : plusieurs milliers de prisonniers, effet moral fâcheux chez Franco, répercussions à l'étranger, etc... Les journaux du Front populaire, perdant toute retenue, voulurent voir dans ce succès local le signe avant-coureur de la prochaine victoire.

Nous avons, à ce moment, démontré que la prise de Teruel ne présentait rien de décisif, que cela pouvait tout juste contrarier Franco dans ses projets, mais qu'en fin de compte, sans désagrégation des armées de Franco : espagnole, marocaine, italienne, par une propagande révolutionnaire (le Maroc aux Marocains, la terre aux paysans, etc...), la victoire militaire de Franco, assuré d'une aide complète d'Hitler et Mussolini, ne faisait pas de doute.

Les événements nous ont vite donné raison ; grâce à l'appui d'un matériel considérable, particulièrement d'une artillerie lourde moderne et bien servie et d'une aviation puissante (175 avions tenaient constamment l'air dans les derniers moments de la bataille), les républicains devaient abandonner Teruel sous une pluie de bombes et d'obus de gros calibre.

Là-dessus, Négrin prit la parole. Cet agent dévoué aux démocraties franco-britannique, déclara « que le gouvernement était capable d'opposer aux rebelles une aviation et une artillerie équivalentes ». Comment le pourra-t-il ? Mystère ! La suite du discours laisse entendre que ce sera par les fabrications espagnoles ! Encore un mensonge de taille ! Alors reste l'intervention d'autres pays... Mais quelle intervention ? Nous laissons à Thorez le soin de venir, les larmes dans la voix, supplier Gamelin, Delbos, etc... « d'intervenir » pour défendre la frontière basque et le Maroc contre les visées d'Hitler, etc... ; pour nous, une semblable intervention c'est la guerre impérialiste, c'est l'état de siège assassin d'ouvriers.

Oui, il faut « intervenir » pour empêcher le fascisme de triompher en Espagne, en Autriche, en France..., etc... et ce n'est pas en votant la confiance à Chautemps ni en demandant, comme le Parti communiste autrichien, aux ouvriers de s'enrôler dans le front patriotique des assassins Dollfuss et Schussning (les Gil Robles espagnols), qu'on « intervient ». C'est en résistant en France à la poussée réactionnaire, c'est en jetant bas Chautemps, Delbos et toute cette machine parlementaire à trahir encore et toujours ; c'est en constituant des Conseils d'entreprises (Soviets) pour le pouvoir aux ouvriers et paysans, c'est en tablant sur la révolution européenne pour dissocier, anéantir les forces fascistes et non pas en tablant sur l'alliance avec des ennemis de classe, généraux ou civils, francs-maçons ou jésuites.

## LES METALLOS DU NORD TRAHIS

La nouvelle sentence que je te joins dans la lettre donne 0 fr. 27 à prendre sur le coefficient de mai 1938 et pas d'augmentation avant le 1<sup>er</sup> juillet.

Il est maintenant prouvé que la Fédération des Métaux ne voulait pas de cette grève parce qu'elle savait que celle-ci entraînerait tous les Métallos du pays et pouvait même entraîner dans le mouvement les autres corporations. Cela est tellement vrai que les dirigeants des syndicats du Nord ont reçu des engu...des de la part des Croizat et Sénat et qu'ils ne pouvaient la déclencher sans l'avis de la Fédé !

Les Métallos de la Région de Paris pourront demander des précisions à ce sujet. Toujours est-il que sur ce point il a été convenu au Congrès de Lille que le mouvement dans le Nord ne pourrait se déclencher qu'après l'avis de la Fédé des Métaux !

Ensuite, — et cela il faut y revenir — qui a donné le mandat à Bourneton et aux dirigeants de la Fédération pour aller trouver le fameux Frossard ? Après le vote massif en faveur de la grève, personne ! Pas un ouvrier n'a donné ce mandat. En réalité, ces traîtres ont pris sur eux la responsabilité d'y aller.

Est-ce que dans le Cabinet de Frossard des conversations dans ce goût-ci n'ont pas eu lieu, par exemple : accord complet pour retarder le conflit pour permettre, d'une part, aux patrons de prendre leurs dispositions pour expédier les commandes, ensuite pour permettre également aux bonzes de la C.G.T. et à Chautemps de faire passer la camisole de force du « Statut du travail ». Et surtout, la question de la défense nationale ! Cela est certain, et en dernier lieu, de permettre la lassitude des métallos.

En effet, dans les derniers jours, chez les copains, à force d'attendre, commençait une certaine démoralisation. Tout cela a permis d'avoir raison de la combativité des prolos.

Le plus grave, c'est qu'il n'y a pas d'augmentation pour les jeunes de moins de 18 ans. Et, le plus fort, c'est que tous les jeunes de la région de Solre-le-Château n'ont pas eu d'augmentation dans les deux sentences.

## ELECTIONS DE DELEGUES

### CHEZ POTIN (rue de l'Oureq)

(Rue de l'Oureq)

Nous avons dit dans « la Commune » le régime de terreur imposé dans cette boîte depuis la grève de l'Alimentation. Seuls des candidats S.P.F. étaient autorisés pour les élections des délégués.

Celles-ci viennent d'avoir lieu. Sur 332 inscrits, il y eut 298 votants et 81 bulletins nuls. Sur ces 298 votants, les candidats S.P.F. ont recueilli de 125 à 170 voix. Il y a donc eu, en fait, de 150 à 200 abstentionnistes sur 330 ouvriers qui n'ont pas eu d'autre moyen pour marquer leur hostilité au S.P.F.

Une organisation syndicale de combat, qui élargirait les luttes au lieu de les livrer à la défaite, aurait vite fait de balayer le fascisme. Pour y parvenir il faut que les révolutionnaires se regroupent et raniment la confiance de leurs camarades de travail.

Pour savoir ce que contient le « Statut du Travail », lisez les articles parus dans « la Commune », du numéro 89 au 95 inclus.

### NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 18 à 20 heures.

36, rue du Château-d'Eau, 36

**L**A disproportion entre salaires-traitements et le coût de la vie est chaque jour croissante depuis les augmentations consenties après les journées de Juin, les masses ouvrières ont conscience de la lutte d'ensemble menée par le patronat pour conserver et augmenter ses bénéfices grâce à l'augmentation des prix de vente, à la rationalisation de la production, à l'effondrement quotidien des lois sociales, à l'inflation de la monnaie...

Les travailleurs ont très nettement compris que la course de vitesse entre le coût de la vie et l'augmentation des salaires était menée par le patronat avec l'appui du gouvernement malgré toutes les phrases sur la lutte contre la vie chère, cette course de vitesse est apparue à chacun comme le produit du régime d'exploitation capitaliste et qu'il s'agissait d'en terminer avec ce régime.

## LE COIN D

### UN TRAVAILLEUR D'AIX-EN-PROVENCE NOUS ECRIT :

Dans le courant du mois d'octobre dernier, j'ai été embauché comme chauffeur à la Société « Le Termite », dont le siège social est à Toulon. Cette société avait des travaux à effectuer en Durance (construction de routes et digues) pour le Département des Bouches-du-Rhône. Tout à coup, les chantiers furent arrêtés sans explication ; nos salaires impayés. Toutes les réclamations sont restées sans résultats. Les patrons ne se présentent même pas aux Prud'hommes.

Nos démarches à la C.G.T., à Marseille, à la Bourse du Travail d'Aix sont restées sans suite ; c'est toujours la même romance : on s'en occupe ! patientez ! et voici quatre mois que cela dure sans même que nous sachions sur quel pied danser. Nous voilà condamnés à chômer.

Personne n'étant à jour du fait de la défaillance patronale aux assurances sociales, ceux qui sont malades ou ont leur femme malade restent sans secours.

Voilà la loi capitaliste ! Les bêtises du patronat retombent même sur les ouvriers !

Mais ce qui est aussi honteux, c'est l'attitude de la C.G.T. qui nous laisse tomber. Une vraie organisation syndicale lutte de classe devrait agir autrement mais, évidemment, on ne peut pas tout faire : défendre les ouvriers et banqueter avec les grands bourgeois ! N'est-ce pas, Jouhaux et Cie ?

### CHEZ LES COIFFEURS DU HAVRE

Au moment des grèves de Juin 1936, notre Syndicat a connu des assemblées vibrantes, combattives. Nous avons vu jusqu'à 300 ouvriers réunis, soit les quatre cinquièmes de l'ensemble de la profession, nous étions prêts à faire grève.

La direction syndicale s'y est opposée, aussi les arbitrages ne nous ont-ils donné que des résultats non satisfaisants. Un contrat collectif avait été signé, un barème de salaires fixé, il était le suivant : deux ans d'apprentissage, débutants, 20 fr. par jour, quatre ans à cinq ans de métier, 30 fr. ; salonniers et coiffeurs simples, 40 fr. ; mixtes, 45 francs minimum, comprenant le fixe, pourcentage et pourboires. Divers réajustements et modifications survenant ont majoré ce barème d'environ 12 à 15 %. L'horaire est toujours de 50 heures.

Certes, disent les timides, sans syndicat nous ferions encore 65 heures, il ne faut pas se plaindre. Mais avec un syndicat combatif nous aurions les 40 heures et l'échelle mobile, répliquons-nous...

D'ailleurs il ne faudrait pas croire que l'attitude capitulaire du bureau syndical plait à tous les ouvriers coiffeurs ; la récente assemblée générale où le Conseil sortant fut réélu, comptait 60 présents (sur plus de 200 inscrits l'année dernière, dont moins de 100 ont repris leur carte !).

Jacquelin accuse les ouvriers coiffeurs de manquer d'éducation « syndicale ».

Nous nous expliquons la désertion des assemblées par l'inaction de la direction.



Leur échelle  
c'était déjà la

C'est justement cette offensive d'ensemble que P.C., P.S. et C.G.T. ne veulent à aucun prix, tous les mouvements de grève envisagés, les dirigeants syndicaux les ont freinés pour les dévier vers l'ornière des arbitrages, en janvier 1938, les indices officiels indiquaient une augmentation de 40 % du coût de la vie sur août 1936... La grève Goodrich avait montré que la combativité ouvrière était intacte, gouvernants et dirigeants syndicaux ont uni leur force pour empêcher ce combat, le projet de statut moderne est né, comportant, ainsi que nous l'avons démontré, une entrave au droit de grève et une pseudo échelle mobile dont le Sénat brise les derniers barreaux.

Mais un fait, au moins saisissant, est acquis, le réajustement des salaires depuis août 1936 est



# DU PROLO

## LA « DEMOCRATIE » ANARCHISTE NE CONCERNE PAS LES B.-L.

La Jeunesse Anarchiste-Communiste organisait, la semaine dernière, un meeting qui ne connut qu'un succès modéré. Les orateurs qui intervinrent critiquèrent justement le gouvernement de Front populaire, mais il ne fut, pour ainsi dire, pas question du programme de la J.A.C. Tout au plus Servant, rejoignant, involontairement sans doute, les doriotistes, déclara-t-il que le travail anti qui menait autrefois la J.C. n'a servi qu'à faire emprisonner des militants. C'est Frémont qui fut amené à définir la position anarchiste sur la guerre. Frémont a beaucoup appris au contact des bolcheviks-léninistes qu'il attaque à chaque occasion et, peut-être aussi, au contact d'une base que n'enthousiasme pas la perspective de l'union sacrée. Aussi reprend-il maintenant les paroles de Liebknecht sur « l'ennemi qui est chez nous » et se prononce-t-il pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Il n'est jamais trop tard pour bien faire...

\*\*

Passons sur une intervention de Ringear qui rut une charge bassement démagogique contre ceux qui ont « les mains blanches » (Reclus et Kropotkine avaient-ils les mains noires ?) et retenons seulement quelques mots de Frémont sur l'Espagne. Selon lui, la seule chose qui ait manqué au prolétariat espagnol est l'armement, mais la révolution est en marche et rien ne l'arrêtera. Oublie-t-il donc que la célèbre formule « Vaincre Franco d'abord » n'a abouti qu'à l'emprisonnement et à l'assassinat des meilleurs révolutionnaires en même temps qu'elle aboutissait sur le plan militaire à une série de reculs des gouvernementaux ? Pourquoi, lui qui aime tant critiquer le rôle des « stratèges » de la Révolution d'Octobre, est-il muet sur les chefs de la C.N.T. qui remirent le pouvoir aux mains de la bourgeoisie ? Les travailleurs anarchistes doivent comprendre avec nous que ce qui a manqué en Espagne, ce ne sont pas des armes, mais une direction politique, un parti révolutionnaire.

A la fin de la réunion, la parole fut refusée à deux camarades mandatés par la J.S.R. et la Jeunesse Communiste Internationaliste. Ceux qui font des Comités avec Jouhaux et Longuet n'aiment pas entendre les critiques des partisans de la IV<sup>e</sup>, car les explications seraient par trop difficiles.

De telles méthodes antidémocratiques jugeront la J.A.C. aux yeux des jeunes travailleurs trompés par la phraséologie gauchiste des anars.

chelle mobile,  
à la capitulation



évitée! Messieurs les patrons feront QUELQUES MILLIARDS D'ECONOMIES, leurs mandataires du gouvernement ont bien rempli leur rôle, les valets réformistes et staliniens également !

Nous avons exposé que l'échelle mobile ne serait obtenue et appliquée que par l'action de classe. Comme les avantages de juin l'ont été, comme peut l'être le contrôle ouvrier, l'échelle mobile accordée légalement aurait, dans ce cas, été précédée d'un rajustement préalable des salaires sur la base de l'augmentation du coût de la vie depuis les accords Matignon. Pas de lutte de classe, pas de mouvement d'ensemble, pas de rajustement de salaires, et une loi sur l'échelle mobile qui frustre les travailleurs de la façon la plus cynique et qui demain, peut-être, présidera sur le fait d'indices passagers, à des réductions de salaires!

## UNE CORRECTION AU P.P.F.

Vendredi après-midi, au Ministère des Finances (Annexe, 18, rue N.-D.-des-Victoires), des membres du P.P.F. sont venus distribuer un tract : « La Défense du Franc ». Après s'être rapidement concertés, des camarades des organisations ouvrières et syndicales ont infligé une rude correction aux fascistes et ainsi, durant quelques minutes, socialistes, « staliniens » et « trotskystes » ont frappé côte à côte. Dans leur feuille, les doriotistes signalent qu'un de leurs membres a été tué à la sortie de l'usine par un ouvrier. Nous ne verserons pas de larmes pour ce « malheureux ». Hitler en Allemagne, Mussolini en Italie, Franco en Espagne, ont tué des dizaines de milliers de travailleurs. Demain, La Rocque et Doriot feront de même en France et la leçon du complot fasciste doit être efficace pour le prolétariat, qui doit comprendre qu'il ne peut rester désarmé en face de la bourgeoisie. Plus que jamais notre mot d'ordre doit être : « Armement du Prolétariat ».

Le P.P.F. plaint les hommes d'équipes, ceux qui ont un salaire bas, mais les ouvriers ne se laisseront pas leurrer par ceux qui empruntent des formules démagogiques, et qui, pour mettre un terme à la misère, proposent un régime où s'exercera, d'une façon plus atroce encore, l'exploitation des travailleurs. Les fonctionnaires doivent, dès maintenant former des Conseils de bureaux (Soviets) qui décideront de la préparation de la lutte contre le fascisme.

## AU 17<sup>e</sup> R.I.F.

Une sentinelle, sur les bords du Rhin, est disparue au cours de la nuit, le suicide est probable, car depuis plusieurs jours, les gradés s'acharnaient sur lui et, la veille, exaspéré, il avait mis un coup de baïonnette dans le dos d'un premier jus faisant fonctions de caporal (celui-ci est une belle vache). La peur du Conseil de guerre l'a sans doute poussé à ce geste.

De l'avis de tous, ce pauvre type était incapable de désertir, c'est un engagé de quatre ans qui, seul, dans le civil, ne mangeait pas toujours à sa faim, il avait pensé trouver une autre vie à l'armée, mais depuis longtemps il avait compris et, voyant ce qui lui restait à faire, le courage a dû lui manquer.

## AU 3<sup>e</sup> R.T.M., A SAINT-DIE

La vie ne change pas beaucoup au 3<sup>e</sup> R.T.M. C'est comme la nourriture, qui n'est vraiment pas appétissante. Quant à Saint-Dié, c'est d'une tristesse à faire pleurer. Qu'est-ce qu'on fout ici, et pourquoi ?

Nous sommes une minorité de Parisiens. Le reste, ce sont des Marocains, pauvres types engagés, souvent pour 5, 10 et même 15 ans. Il faut vraiment que l'impérialisme français ne leur laisse rien à croquer pour qu'ils viennent ici.

## Notre Souscription

Phalange Co, 20 fr., 12 fr., 29 fr. 25. — Bra, 5 francs, 14 fr., 5 fr. — Talo, 30 fr. — Bra, 5 fr., 14 fr., 10 fr. — Marc, 20 fr. — Aix, 33 fr. 65. — XII<sup>e</sup>, 40 fr. — Fero do Collecte, 5 fr. — Bra, 10 fr. — Kimp, 15 fr. — P., 20 fr. — Liste souscription Portier M. H. Rh. N., 20 fr. — XIV<sup>e</sup>, 20 fr. — Argenteuil, 20 fr. — XII<sup>e</sup>, 15 fr. — XIV<sup>e</sup>, 25 fr. — Puteaux, 60 fr. — Clichy, 30 fr. — P.F., 20 fr. — R., 30 fr. — Lib, 130 fr. — Lot-et-Garonne Jug, 40 fr. — Deux-Sèvres, Bon, 30 fr. — Marseille, 50 fr. — Phalange G., 200 fr. — 12<sup>e</sup> Groupe, 28 fr. 75. — XVIII<sup>e</sup>, 5 fr. — Total : 971 fr. 65.

## ASSEMBLEE GENERALE

VENDREDI 4 MARS

aux Deux-Hémisphères

CONFERENCE D'INFORMATION  
SUR L'ESPAGNE

L'action de classe est ce qui déterminera les conditions de vie des travailleurs, quand les organisations demeurent inertes, la bourgeoisie provoque l'action par les renvois, les lock-out, les brigades, les lois et les tartuferies parlementaires.

On juge un arbre à ses fruits ; la tactique proposée par les bonzes pour obtenir le réajustement des salaires a fait ses preuves : pas de réajustement, et une échelle sans barreau !

Il ne peut y avoir dans cette société capitaliste de nivellement automatique des salaires, en fonction du coût de la vie. L'échelle mobile aurait dû, dans la plupart des cas, être appliquée de haute lutte.

Ce ne sont pas, pour les bolcheviks-léninistes, des « affirmations gratuites », c'est le seul résultat de la constatation des faits.

## Les jeunes soignés par le Front Populaire

Si la contre-offensive patronale frappe actuellement de plus en plus fort les prolétaires en général, la jeunesse ouvrière, elle, est soignée particulièrement.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que date cette singulière « bienveillance » du Front populaire vis-à-vis des jeunes exploités. Car si, au mois de juin 36, on était obligé, sous la poussée ouvrière de donner d'importantes concessions la moindre concession n'avait pas été faite aux jeunes encasernés. Le service des deux ans a été bel et bien maintenu, la répression des G.D.V. n'a jamais cessé envers les jeunes soldats ; l'armée de la bourgeoisie sous le Front populaire est restée aussi féroce, aussi infecte que sous les gouvernements réactionnaires.

Dans les usines, on a commencé de suite, dans les accords Matignon, à restreindre les droits des jeunes. On a fixé le droit de vote pour la désignation des délégués à 18 ans et avant d'avoir 21 ans on ne peut être délégué.

C'étaient les premiers coups des bureaucrates pour abattre la couche combattive à l'extrême qu'est la jeunesse.

Dans ces conditions il ne fallait pas s'étonner que le patronat s'acharne particulièrement contre les jeunes.

On a pu constater qu'à chaque conflit, qu'à chaque arbitrage, les jeunes étaient les plus désavantagés. Dans la Métallurgie, dans le Bâtiment, les jeunes ont eu deux sous d'augmentation, les adultes, sept.

Et encore, dans le tout récent conflit des Métallos du Nord, les jeunes se trouvent le plus frappés car, si la sentence Suquet d'abord, puis la sentence Schneider accordent de minimes augmentations aux ouvriers adultes, les jeunes ne se voient pas accorder un sou.

Les bonzes pourris de la C.G.T., par leur politique de division des différentes couches prolétariennes, ne font que faciliter la tactique du patronat. La revendication qui s'impose plus que jamais c'est : A travail égal, salaire égal.

Pour cette lutte, les jeunes ouvriers ne peuvent plus compter ni sur la J.S., ni la J.C., qui se vautrent à des degrés différents, dans le chauvinisme. Ils doivent résolument rejoindre la Jeunesse Communiste Internationaliste qui reste fidèle au drapeau rouge de Marx, Lénine et Trotsky.

## Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an ..... 30 fr.

6 mois ..... 15 fr.

3 mois ..... 8 fr.

Compte Chèque postal :

BRAUSCH 1773-01 Paris

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.  
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».  
Le Gérant : A. BASTIDE.



Nouveau procès contre Trotsky et la Révolution d'Octobre

# LE TOUR DE STALINE VIENDRA-T-IL ENSUITE ?

(Suite de la page 1)

Ce sont les parvenus, les profiteurs, les spoliateurs de la Révolution qui, à l'instar des Thermidoriens sous le Directoire et le Consulat, font écraser, au nom de la Révolution qu'ils étranglent, ceux qui l'ont dirigée, les accusant d'être des agents du fascisme, comme les robespierristes furent accusés d'être des agents des Bourbons et de l'Angleterre.

## Un procès qui n'est pas public

Nous suivrons pas à pas le procès et relèverons, dans chaque numéro, les faux, les mensonges, les calomnies, les contradictions. Car tout cela se trouvera accumulé. Sinon la dictature stalinienne n'aurait pas hésité à rendre vraiment public ce procès, c'est-à-dire à laisser, comme Lénine et Trotsky, en 1922, le firent pour les socialistes révolutionnaires,



JAGODA, premier organisateur de la répression contre les trotskystes.

effectivement coupables d'attentats terroristes, les inculpés prendre contact avec des avocats indépendants du pouvoir soviétique.

La dictature stalinienne aura probablement invité à ce procès quelques « amis de l'U.R.S.S. » qui n'ont pas cru, jusqu'à ce jour, devoir avertir les travailleurs de la date de ces procès, et qui donneront encore d'autres gages de « loyauté » à Staline. Mais celui-ci s'est bien gardé d'inviter l'un quelconque des membres de cette Commission d'enquête qui, aux Etats-Unis, travailla pendant des mois et conclut que les procès antérieurs n'étaient que des machinations d'un bout à l'autre, ne reposant pas sur la moindre parcelle de vérité, et qu'ils constituaient un des plus formidables crimes juridiques connus à ce jour.

## Les "aveux"

Avant d'examiner la valeur des accusations, au moment où « l'Humanité » va commencer à déverser, jour par jour, une montagne de calomnies et de mensonges, il faut remarquer que toute l'habileté du Guépéou à confectionner des faux ne suffira certainement pas car ce sont encore les « aveux » qui vont constituer la « preuve » la plus éclatante.

Les « aveux » ? Au procès Zinoviev, les accusés avouèrent le « terrorisme ». Au procès Piatakov, ils ajoutèrent le « sabotage » et « l'espionnage ». Mais, à ce procès, où il y aura tout cela, quels pourront bien être les « aveux » d'un Jagoda qui fut limogé, comme l'on s'en souvient, pour prévarication ? Quels pourront être les « aveux » de ce Jagoda qui a fait « avouer » les accusés précédents, qui leur a donc fait « avouer » des crimes qui provoquèrent leur exécution ? Dira-t-il : je les ai fait « avouer » pour dissimuler le sabotage, l'espionnage, le travail contre-révolutionnaire que nous menions ensemble ?

Quelle police extraordinaire qui, au bout de vingt ans, découvre un complot qui n'a pas abouti, d'une conjuration qui occupait les plus hauts postes de direction ?

Et aussi quel génie remarquable que celui du « père des peuples » ayant choisi, depuis des années, les collaborateurs les plus responsables de l'Etat au sein de cette prétendue conjuration qui n'aurait eu qu'une ambition : écraser le régime soviétique.

## Staline accuse Lénine

Mais, en remontant à 1918, Staline met en cause Lénine lui-même. Le complot dénoncé aujourd'hui date de 1918. La guerre civile commençait à battre son plein et on se demande par quelle aberration, par quel aveuglement, Lénine a pu écrire, au bas d'une feuille en blanc, en 1919, les quelques lignes écrites au début de cet article ? Comment a-t-il pu signer ce blanc-seing à Trotsky, au moment où la réaction faisait courir le bruit que Trotsky faisait fusiller des communistes ? Et comment se fait-il que, quatre ans après, Lénine, loin de faire prendre les mesures les plus sévères contre Trotsky, Zinoviev ou Boukharine, écrivait au Comité Central pour débarquer Staline ?

## Quelques accusations

Quels étaient les objectifs des comploteurs ? Si l'on en croit l'acte d'accusation et les articles de « la Pravda », reproduits par « l'Humanité », les conjurés, en 1918, complotaient CONTRE LES CHEFS DU POUVOIR.

Mais qui était au pouvoir à cette période, aux côtés de Lénine ? Précisément tous ceux qui sont accusés d'avoir dirigé le complot : Trotsky, qui dirigea l'armée rouge jusqu'en 1925, Zinoviev, Kamenev, adjoint de Lénine à la présidence du Conseil des Commissaires du peuple, Piatakov qui, des années, dirigea les principaux services industriels, Rykov qui fut président du Conseil des Commissaires du peuple, c'est-à-dire chef officiel du gouvernement, avant de céder la place à Molotov, Boukharine qui fut à la tête des plus hautes instances scientifiques et qui fut le journaliste le plus responsable.

Ainsi, tous ces hommes auraient comploté... contre eux-mêmes. Comprenez qui voudra !

Autre accusation : ils voulaient jeter le peuple russe dans l'esclavage. Dès 1918 ? Alors pourquoi la plupart d'entre eux ont-ils, pendant des années, lutté contre le tzarisme, connu l'exil, la prison ? Pourquoi ont-ils participé à la révolution au lieu de devenir des serviteurs du tzarisme qui maintenait le peuple dans l'esclavage ? Pourquoi auraient-ils aidé, contribué, au soulèvement populaire... pour ensuite travailler à rétablir un régime

d'oppression ? Staline ne s'embarrasse pas d'un argument de cet ordre. Il fait fusiller.

Ils ont tué Gorki ? Voilà l'accusation nouvelle. Mais quelle preuve aura-t-on, sinon des « aveux » ? On pourra d'ailleurs remarquer que les médecins mis en cause ont soigné également Staline. Alors, ou ce sont de fichus maladroits, ou cela tient du miracle : ils auraient pu tuer l'écrivain remarquable dont le poids politique n'était pas lourd en U.R.S.S. et ils n'auraient pas pu faire disparaître le personnage le plus responsable ?

Nous ne doutons pas que la nouvelle explication de la mort de Gorki va permettre à Romain Rolland et autres intellectuels cireurs de bottes de Staline de donner de la gueule. Allez-y Aragon, la place de P.V.C. reste vide !

Mais puisque la mort de Gorki est mise en cause, rappellera-t-on la mort de Frunze, qui remplaça Trotsky en 1925 au Commissariat à la Guerre ? Rappelera-t-on que, sur l'ordre de Staline, Frunze dut monter d'urgence sur la table d'opération et que cette hâte injustifiée provoqua sa mort ?

Et nous ne cesserons aussi de rappeler la mort récente du camarade Léon Sedoff, fils de Trotsky, dans une clinique russe de Paris, où travaillent côte à côte wrangéliens et staliens, et ce dans des conditions plus que troublantes.

Pas un « argument », pas une accusation ne tient. Maintenant, il nous faut attendre le compte rendu des séances du procès.

Contre l'énorme flot de calomnies, nous n'avons que de trop petites colonnes : nous saurons les utiliser au mieux pour appeler les travailleurs à repousser les infamies de la contre-révolution bureaucratique.

## La presse et le procès

DANS la presse bourgeoise, l'orientation générale, comme pour les procès précédents, est : c'est la Révolution. La bourgeoisie qui accuse la lutte révolutionnaire des masses des pires crimes s'empresse de lui attribuer les crimes de la contre-révolution.

« L'Humanité » et « Ce Soir » donnent de la gueule. Leurs « correspondants particuliers », les Cachin, Thorez et autres Duclos du Guépéou sont payés pour cela.

Dans « le Peuple », on reproduit le télégramme de l'I.O.S. et de la F.S.I. Mais « le Peuple » se garde bien de faire autre chose que de reproduire les correspondances de Moscou en ajoutant : ça renverse ce que nous connaissions de la Révolution russe.

Dans le même genre, s'exerce, dans « le Populaire », le lieutenant de P. Faure, ce Séverac qui propage son socialisme dans des lettres à une jeune bourgeoise. Je peux difficilement y croire, dit-il, mais si c'est vrai, alors, qu'y a-t-il ? Cette attitude — quant à nous — vaut celle de « l'Humanité ». Il y a déjà eu, après plusieurs procès, un « Livre Rouge » de Sedoff, des livres de Trotsky, une commission d'enquête formée d'intellectuels bourgeois tout au plus socialisants. La preuve écrasante a été faite que ces procès sont complètement montés. Et Séverac demande : qu'y a-t-il ? Il y a une lâcheté de votre part ; mais vous n'en êtes pas à une près.

Dans le même « Populaire », en page 3, Leroux déclare tout au long... avec quelques « erreurs » (Staline appliquant la politique d'industrialisation outrancière de Trotsky) que les procès sont montés de bout en bout. Leroux peut, en connaissance de cause, parler de Boukharine. Mais sa conclusion, ce n'est pas de dénoncer aux ouvriers la contre-révolution stalinienne, c'est un appel aux bourgeois de France pour maintenir le pacte franco-soviétique.

Staline n'en demande pas plus.